

L'analyse des résultats électoraux :

L'abstention

Ces élections ont été marquées par une abstention extrêmement élevée : 53,6% c'est presque 16% de plus qu'en 2004. L'absence d'élections cantonales plus mobilisatrices en milieu rural a certainement joué dans la désaffection des urnes. Beaucoup de choses ont été dites et écrites sur cette abstention, en voici quelques unes, les plus importantes :

Avec ces élections, on bat pour la 4ème fois consécutive le record historique absolu d'abstention pour un type d'élection : ce fut le cas pour les législatives en 2007, les municipales en 2008, les européennes en 2009 et maintenant les régionales.

- Ce sont les déterminants sociaux bien plus que politiques qui permettent d'expliquer la majeure partie de l'abstention : les jeunes n'ont pas voté, 72% des jeunes de 18 à 34 ans, les milieux populaires ont très peu voté, 69% des ouvriers se sont abstenus.
- Il y a une abstention « fatalité », une espèce de consentement aveugle et subit au sein d'une société dont les capacités d'autonomie et les capacités de résistance ne cessent de se réduire, face aux menaces qui pèsent sur son développement, voire sur les libertés.
- Sociologiquement, l'abstention reste très majoritairement de gauche. Ce sont celles et ceux qui ont le plus d'intérêts au changement qui ne se déplacent pas.
- Pour ceux là, l'abstention n'est pas un acte protestataire. C'est plus profond : le jeu politique leur est largement étranger. Cette abstention là représente pratiquement les 2/3 des abstentionnistes, ceux qui s'abstiennent pratiquement tout le temps. Pour le 1/3 restant l'abstention est plutôt vue comme un acte volontaire, une façon d'exprimer sa colère, son ras le bol et son besoin de réponses à cette angoisse de la fin du mois et de la fin du monde.

Nous sommes, comme toutes les autres forces politiques, interpellés par cette abstention notamment parce qu'elle touche les milieux populaires. **Nous devons avoir le courage de relever ce défi, de ré-intéresser les classes populaires à la politique et plus particulièrement à nos propositions.**

La remontée du FN :

Le second enseignement de ces élections qui rejoint d'ailleurs certaines motivations de l'abstention volontaire, c'est la remontée du FN. Même si celui-ci perd 1 600 000 voix entre 2004 et aujourd'hui le retour du FN au 1^{er} plan est indéniable avec 12 régions où il a pu se maintenir au second tour. Le ressort principal du vote FN semble toujours être **la peur du déclassement social chez une partie des classes moyennes**. Deux phénomènes semblent être à la source de la remontée du FN :

- Un électorat plutôt aisé, voire bourgeois, aux valeurs traditionnelles et droitières qui ne se retrouve plus dans l'action sarkozyste ; électorat dont le MPF de De Villiers a échoué à conserver au sein de la majorité présidentielle. Pour preuve, le plus haut score du FN à Paris se trouve être dans le 16ème arrondissement.
- Un électorat de petites classes moyennes très attaché à la méritocratie, à la valeur du travail qui avait adhéré au discours sur la France qui se lève tôt bascule vers le FN avec un sentiment anti-élites. La déception d'une partie de l'électorat de droite le plus à droite vis-à-vis de la politique du gouvernement se transforme en exaspération pour finir en vote FN. Une partie de cet électorat déçu du sarkozysme continue de s'abstenir. S'il s'était déplacé, il y aurait eu une dynamique supplémentaire pour le FN.

Au delà du score lui-même, l'entreprise Lepéniste a réussi sur 2 terrains : elle a essaimé au sein de la droite ses thèses, ses analyses, ses valeurs, sa vision de la nation française, et elle a ancré dans le paysage politique une force incontournable pour la droite française que **même la théorie du vote utile n'arrive plus à contenir**, comme on a pu le constater entre les 2 tours. **Les électeurs de droite qui votent FN ne sont même plus sensibles au fait de battre la gauche**. Ils préfèrent affirmer leurs convictions, ce qui montre la force d'adhésion au projet.

L'UMP :

L'UMP subit **une défaite cuisante au 1^{er} comme au 2nd tour** notamment par rapport aux objectifs qu'elle se fixait : conforter pour l'UMP la place de numéro un des partis politiques ; reconquérir des régions significatives ; relancer sur ces bases la seconde partie du mandat présidentiel. Elle perd plus de 3 millions de voix entre 2004 et 2010.

Malgré cette défaite mémorable, le gouvernement n'entend pas changer le cap et entend maintenir les grandes réformes qu'il a prévues. D'abord **celle des retraites**, le gouvernement devrait lancer les concertations officielles avec les partenaires sociaux mi-avril, dans la foulée de la présentation, le 14, des projections financières actualisées du Conseil d'Orientation des retraites. Le but est de remettre en question l'âge légal de départ avec un nouvel allongement de la durée de cotisation. La réforme concernera aussi les fonctionnaires, dont le mode de calcul de la retraite (basé sur les 6 derniers mois de salaire) devrait être remis en cause.

Une autre réforme d'ampleur arrive. C'est **celle des collectivités territoriales** qui devrait être débattue en mai pour une adoption définitive en juillet. D'ailleurs, les résultats des élections régionales ont été centraux dans l'argumentaire de la droite pour que cette réforme ne prenne pas de retard.

J'attire votre attention sur le fait que si cette réforme des Collectivités territoriales s'appliquait aujourd'hui, la droite aurait gardé la majorité en Corse et reconquis 7 régions métropolitaines dont l'Auvergne, le Centre, l'Ile de France ou encore PACA et Rhône Alpes.

Le PS :

Le PS apparaît comme le grand vainqueur de ces élections régionales en conservant toutes les régions qu'il administrait. **Il regagne 3 millions de voix par rapport aux européennes mais ne retrouve pas toutes les voix de 2004.** Le PS fait ses meilleurs scores, non dans les territoires les plus frappés par la crise, mais dans ceux qui, par l'organisation de leur économie, sont les mieux protégés de la mondialisation. Il ressort que le vote PS est un vote des citoyens les mieux protégés qui bénéficient fortement du modèle social comme du modèle économique résidentiel français.

Il faut relativiser le résultat du PS ; d'abord avec le cas Frèche, reconduit lui aussi à la tête du Languedoc Roussillon sans avoir tremblé de la concurrence de 3 listes à gauche dont celle d'1 PS officiel qui s'est d'ailleurs refait une virginité grâce à cela. En fait, **ces élections ont reconduit des notables à la tête des régions** de la même manière dans le Languedoc, qu'en Ile de France, en Auvergne ou en Alsace. **Certes il y a eu vote sanction vis-à-vis de la politique du gouvernement mais pas de vote d'adhésion au projet porté par le PS.**

Il fait une erreur en criant victoire puisqu'il a gagné par défaut tant **la désaffection du politique touche la droite comme la gauche.**

Europe Ecologie :

Avec 12,5% Europe Ecologie **confirme sa 2^{ème} place à gauche** même si les écologistes perdent 4% sur les européennes et n'arrivent en tête dans aucune région contrairement à ce qu'ils avaient proclamé. Là aussi attention aux lendemains qui déchantent, **l'électorat écolo est le plus volatile à gauche.**

L'irruption d'Europe Ecologie dans le paysage politique **confirme la difficulté d'installer le bipartisme et montre le besoin de diversité à Gauche.** Il montre aussi, comme c'était déjà le cas aux européennes, le besoin et la force du rassemblement.

Le NPA :

Enfin, le NPA **paye de façon fracassante sa stratégie solitaire** et perd presque 3% par rapport aux européennes.

Le Front de Gauche :



Sur la base des régions où il se présentait, le Front de Gauche obtient un score de 6,95% en augmentation de 0,48 % et de 184 804 voix par rapport aux européennes. **Les résultats du Front de Gauche vont de 1,9% en Alsace à 14,2% en Auvergne.**

Le pari du Front de gauche est globalement réussi même s'il faudra faire une analyse sérieuse et lucide de la totalité des situations. Le résultat national permet d'ancrer d'une double façon le FDG dans le paysage politique : comme rassemblement combatif ayant permis la sanction de la droite au pouvoir et comme composante dynamique ayant contribué à la victoire de la Gauche.

Cependant notre rassemblement en est resté à une construction politique de sommet et même s'il s'est élargi nationalement nous n'avons pas réussi à créer une dynamique populaire.

Nous obtenons **97 élus dans 11 régions avec les listes FDG, dont 66 élus communistes**. Nous n'avons toujours pas d'élus en Alsace et en Franche Comté, et nous perdons ceux que nous avions en Poitou-Charentes, où nous ratons de peu la barre des 5%, en Picardie où le PS a refusé la fusion malgré nos 5,35%, en Languedoc Roussillon où, malgré un très bon 8,59%, notre refus courageux de fusionner avec la liste Frèche nous a élimés du second tour.

Nous obtenons 29 élus communistes dans 6 régions où nous étions présents dès le 1^{er} tour sur des listes d'union avec le PS (dont les Pays de la Loire où des communistes étaient présents sur deux listes). Au total, nous avons aujourd'hui 95 élus communistes dans 17 régions. Nous en avions 178 dans 19 régions, soit une perte de 83 élus. Les causes de ce résultat sont multiples : il faut d'abord prendre en compte la place faite à nos partenaires (31 élus en tout) ; ensuite 24 élus sont perdus dans les 3 régions citées ; enfin les rapports de force issus du 1^{er} tour et les difficiles négociations de l'entre deux tour expliquent le reste de ce recul. Cela vaut de ce point de vue pour les régions en union PS (- 9 élus) comme dans les autres (- 19).

Globalement, la carte FDG ne se différencie guère de celle du PCF. **Les 4 régions où le FDG fait son plus gros score ont comme tête de liste 4 poids lourds coco : Dominique BUCCHINI en Corse, Alain BOCQUET dans le Nord, Christian AUDOUIN dans le Limousin et bien sûr Dédé en Auvergne.**

Dans notre région, l'abstention est un peu en dessous de la moyenne nationale à 49,76%, alors qu'elle se situait à 39% en 2004. C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier notre très beau résultat. **Avec 14,24%, nous nous classons à la 3ème place des forces politiques régionales.** Dans ce contexte d'abstention massive, nous progressons de 13 441 voix entre 2004 et 2010, alors que le PS perd 33 510 voix et l'UMP 78 722.

Dans notre département, nous faisons 19,68% et 42 555 voix en progression de 10,14% et de 19 960 voix par rapport à 2004.

Le canton où nous réalisons notre plus petit score est Chamalières avec 6,94% tandis que les cantons d'Ambert, de Courpière et de St Amant-Roche-Savine se battent avec des scores au dessus de 50%, pour la 1ère place.

Notre progression par rapport à 2004 va de + 5,68% sur la 1ère circonscription, à + 23,97% sur la 5ème, tandis que nous multiplions par 2 notre résultat sur Clermont en passant de 6,09 à 13,23 %.

Pour une activité politique plus performante, analysez les résultats par circonscriptions, cantons et communes, notamment en fonction des prochaines échéances électorales (Disponibles en téléchargement sur le site du PCF 63).